

www.urbanisme.fr

septembre
octobre
2012 n° 386
20 €

International : Sarajevo/Grand Moscou/Tbilissi

Ville numérique : entre rêve et réalité

Quand la sociologie vient aux urbanistes

Bimby : l'habitant producteur de terrain

L'invité : Hugues de Jouvenel

Revue

URBANISME

Dossier :

Prospective et territoires





Emile Lereaux / Picturebank

Prospective et territoires

Imaginaires à stimuler,
projets à concrétiser...

La prospective est partout... et donc nulle part, ajouteront les sceptiques. Car, crises et mutations s'accéléralent, les futurs s'affichent de plus en plus incertains. Mais la prospective n'est pas la prévision, ni la science-fiction. Elle est une manière de tenter d'écrire le futur, de décrire des futurs en quelques scénarios plus ou moins réalistes, plus ou moins volontaristes, plus ou moins imaginatifs.

Le grand changement dont témoigne ce dossier, conçu avec Martin Vanier, est que les territoires s'en sont emparés pour réfléchir sur eux-mêmes. Même si l'État garde un peu la main, comme l'illustre l'exercice de prospective "Territoires 2040", qui se termine actuellement. Emmanuel Berthier, délégué à l'Aménagement du territoire et à l'Attractivité régionale, nous en parle longuement, accompagné par quelques schémas et cartes qui "cherchent avant tout à stimuler l'esprit critique et le débat". En effet, "l'exercice rompt délibérément avec la vision unitaire assignant à chaque territoire sa place", nous assure le Datar. L'époque glorieuse du Commissariat au Plan et de la Datar est derrière nous.

Ce dossier présente donc surtout des démarches de prospective territoriale (en Limousin, dans les métropoles lyonnaise et nantaise), des points de vue d'élus (Le Havre, Amiens, Bourgogne) et de praticiens... Autour de la question "L'urbaniste est-il un prospectiviste qui s'ignore ?", une table ronde a réuni des designers (Henri Bava et Pierre Alain Trévelo) et des planners (Jérôme Grange et Pierre Tridon, directeurs d'agence d'urbanisme). Les plus accros à la prospective ne sont pas ceux que l'on croit.

Les récentes images du Grand Paris, produites lors de la consultation internationale du "grand pari métropolitain", ont pu laisser croire que les concepteurs urbains tenaient le crayon du futur. Pas sûr, nous assurent Henri Bava et Pierre Alain Trévelo, qui ont le sentiment qu'il n'y a pas une esthétique du futur mais bien des imaginaires à stimuler, et surtout des projets à concrétiser.

D'ailleurs, Olivier Frérot nous le dit dans son beau texte, "si nous continuons à planifier, comme à faire de la prospective, c'est d'abord et avant tout pour entretenir vivants des lieux d'échange, des plates-formes de rencontre...". Avant de nous inciter à "expulser nos habitudes". Car, selon lui, c'est cela la prospective ! | **Antoine Loubière**

Bon appétit !

“Disons en première approximation que tout se passe comme si les individus étaient d’autant plus contraints d’inventer leur propre futur qu’aucun système prévisionnel ne peut aujourd’hui leur dire de quoi demain sera fait.” (Jean-Pierre Boutinet, *Anthropologie du projet*, 1990)

Reconnaissons-le : plus l’appétit pour la prospective territoriale grandit, et plus le menu qu’elle propose s’uniformise. Mêmes recettes, mêmes ingrédients, mêmes goûts, mêmes présentations : les 1001 exercices de prospective que les territoires ont produits depuis la décentralisation, en mimétisme avec la glorieuse prospective datarienne, fabriquent de plus en plus un discours unique sur le futur. Le paradoxe de Boutinet – une société d’incertitudes montantes, enjoignant de plus en plus d’afficher du projet – s’enrichit : le discours prospectif et auto-justificateur de l’incertitude est béquillé d’un nombre croissant de certitudes (climatiques, écosystémiques, démographiques, économiques, géopolitiques... généralement catastrophistes).

On pourrait poser ce constat avec distance, et y voir une illustration de plus de la théorie du cycle du produit : innovation (années 1960-1970), diffusion (années 1980-1990), maturité (années 2000), banalisation (années 2010)... obsolescence ? Le futur, produit obsolète ? Mais alors, d’où vient l’appétit ?

On fera ici une hypothèse inverse : les territoires (entendons par là ces systèmes complexes d’acteurs qui s’identifient dans une ville, une région, une agglomération, un pays, un massif, une entité géographique quelle qu’elle soit) sont en train de socialiser leurs rapports au futur, c’est-à-dire d’en organiser les débats collectifs, d’en diffuser le langage, d’en professionnaliser les approches, d’en traduire les contenus scientifiques, et d’en intégrer collectivement la portée politique et citoyenne ; bref, d’en faire un sujet commun, au double sens du mot. Et cela au moment où l’histoire du futur est prétendue plus incertaine que jamais, autrement dit, de façon plus juste, au moment où les facteurs de changement sont plus actifs qu’auparavant (ce qui restera toujours à prouver).

Certes, la prospective territoriale, victime de son succès, est un peu trop lourdement lestée des figures anticipatrices obligatoires qui l’ont néanmoins fait tant progresser : réchauffement climatique, virage “post-carbone”, ressources limitées, retournement du monde, triomphe des contenus sur les produits, vieillissement des sociétés avancées, etc. D’où la tendance au seul scénario soutenable, face à toutes les inquiétudes d’une Europe qui prend conscience de la fin d’un cycle pluriséculaire.



Julie Guéhen / Pictoremak

Mais cette pensée unique du futur n’est sans doute pas si grave. En se fabriquant en une vingtaine d’années, elle aura permis l’approvisionnement de la prospective, et la banalisation qui pourrait être l’annonce d’une fin de cycle est en fait une bonne nouvelle : après avoir été libéré de la sphère religieuse (ou magique), le rapport au futur se dégage du monopole de l’expertise scientifique – et son indispensable travail de prévision et de modélisation – pour tout simplement se démocratiser. Il n’y a plus d’experts du futur (il n’y aurait jamais dû en avoir), il y a désormais des groupes capables de construire leurs regards profanes et pluriels sur le futur : là est la source de l’appétit non démenti pour cette forme d’anticipation que l’on appelle la prospective.

C’est pourquoi nous avons cherché ici moins à livrer un dossier de plus sur la prospective territoriale, ses hérauts, ses méthodes et ses bienfaits, qu’à éclairer les voies de ladite socialisation. Sans cacher qu’alors la diffusion prospective flirte avec la dispersion, pas très loin de la dilution. Autant de logiques prospectives que de rapports sociaux qui les investissent : l’ élu y construit ses mots d’ordre, le citoyen sa vigilance, le chercheur ses problématiques, le marchand ses paris, l’urbaniste ses justifications, etc. La prospective est territoriale lorsque toutes ces constructions s’entrecroisent au même endroit, dans une pratique où penser le futur devient banal. Puisse cette banalité nous passionner longtemps encore !

Martin Vanier

TABLE RONDE

“L’urbaniste est-il un prospectiviste qui s’ignore ?”

■ **Martin Vanier** : L’urbaniste est-il un prospectiviste qui s’ignore ? Cela laisse entendre qu’il pourrait y avoir une forme d’incompréhension ou, en tout cas, de rendez-vous pas évident entre le projet et la prospective. Le projet dans le sens d’une intention, d’un parti, d’une promesse de futur, et la prospective dans le sens d’une invitation à l’exploration, au pluralisme, à la diversité, aux bifurcations, aux incertitudes. D’où la question : dans vos pratiques, comment projet(s) et prospective s’articulent-ils ?

■ **Pierre Tridon** : D’abord une définition très rapide de ce que j’entends par prospective : “explorer des futurs possibles pour identifier les enjeux de demain et éclairer les décisions d’aujourd’hui” (expression que j’emprunte à mon ami Pierre Chapuy).

D’un côté, le projet, c’est : “Dessine-moi un mouton.” La prospective, c’est plutôt : “Que doit-on dessiner, pourquoi, pour qui ?” Le deuxième sujet est celui de la méthode, de la conduite du projet et du rôle de la prospective. La prospective, à l’inverse du projet, n’est jamais une délégation de réflexion à un consultant, le donneur d’ordres de la prospective doit participer au *brainstorming* pour indiquer ses intentions, la vision qu’il entend construire.

Nous faisons des exercices prospectifs à l’agence de Reims, qui est d’ailleurs, depuis 2008, agence d’urbanisme et de prospective, à la demande de son président Serge Pugeault. Il s’agit de groupes de travail qui se réunissent pour réfléchir collectivement. La méthode, c’est une parole libérée. Chacun a son mot à dire, chaque parole est importante. La prospective doit précéder le projet, en s’interrogeant sur “quelle ville pour demain ?”, par exemple : quel Reims 2020 ? Ou bien : “Comment se déplacer demain ?” Enfin, il faut se fixer des temporalités, 2020, 2040, et, forcément, l’échéance retenue aura des impacts sur la réflexion. Je considère donc la prospective comme une démarche pédagogique, une dynamique de groupe, un partage de vision.

■ **Jérôme Grange** : Il faut peut-être tordre le cou à quelques rapprochements hasardeux. Le projet est multiple, même s’il y a une forte tendance à le voir comme un projet de design urbain, en opposition à la planification. Je ne dis pas que la planification est

Les participants

■ **Henri Bava**, architecte paysagiste, co-fondateur de l’agence Ter (avec Michel Hoessler et Olivier Philippe).

■ **Jérôme Grange**, directeur général de l’Agence de développement et d’urbanisme du Grand Amiénois (ADUGA).

■ **Pierre Alain Trévelo**, architecte, fondateur avec Antoine Viger-Kohler de l’agence TVK Architectes et urbanistes.

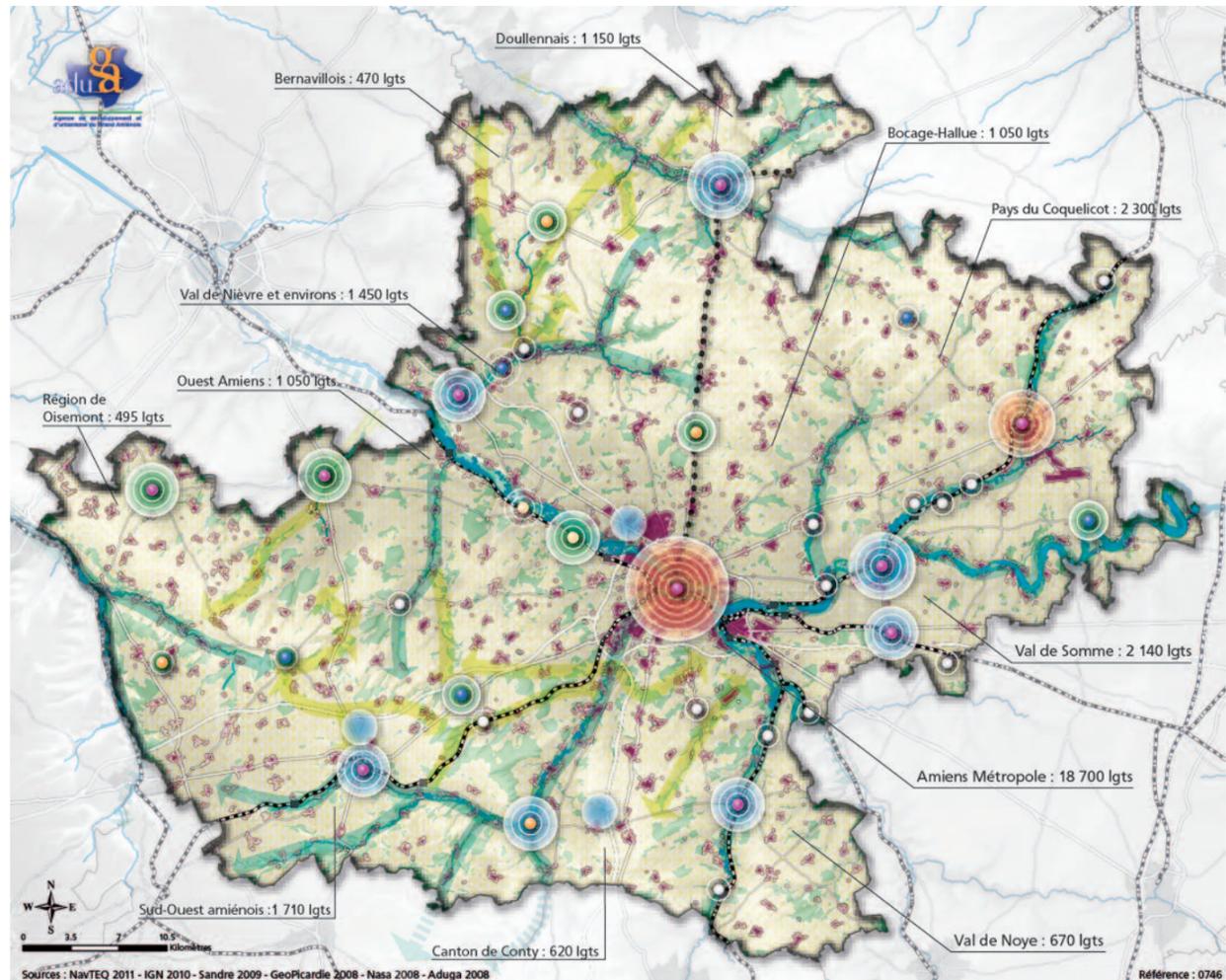
■ **Pierre Tridon**, directeur de l’Agence d’urbanisme, de développement et de prospective de la région de Reims.

Martin Vanier et Antoine Loubière ont animé cette table ronde qui s’est tenue le vendredi 29 juin 2012 dans les locaux de la revue *Urbanisme*.



Henri Bava. Jérôme Grange. Pierre Alain Trévelo. Pierre Tridon.

obligatoirement de la prospective, mais le rapport au temps n’est pas le même entre le projet et la planification. La temporalité d’un projet urbain, une fois en phase opérationnelle, est de vingt à trente ans. Et son cadre est celui d’une programmation continuellement remise en question par les conditions économiques, par des acteurs nouveaux, etc. Le projet est donc dessiné à un moment donné, puis il évolue sur une période longue. Alors qu’il en est différemment pour la planification, et les SCOT en sont l’exemple le plus marquant. Pour le SCOT du Grand Amiénois, nous nous sommes donné 2030 comme horizon temporel, avec des objectifs politiques multiples, mais nous savons qu’il sera sans doute révisé, peut-être dans six ans, et révisé en profondeur parce qu’il visera de nouveaux objectifs. Dans la planification, il y a donc une sorte d’inversion des temporalités par rapport à une démarche de projet qui, elle, s’inscrit dans son temps initial.



Carte mise au point pour l'élaboration du SCOT "Amiens 2030" par l'Agence de développement et d'urbanisme du Grand Amiénois (ADUGA).

■ **Pierre Alain Trévelo** : Pour simplifier, je dirais que la prospective n'est pas opérationnelle, mais le projet l'est. La prospective est invalidée en permanence, alors que le projet doit être validé au fur et à mesure. La relation entre prospective et projet semble intéressante lorsque la prospective est capable de libérer, un peu, le projet. Notamment le libérer des dogmes du futur tels qu'on les connaît actuellement. La prospective a cette capacité de rendre le projet plus ouvert, plus flou. Ce qui est peut-être un peu différent, ou complémentaire, de la définition que vous venez de donner. La prospective informe le projet, c'est-à-dire qu'elle est ce vers quoi on peut aller, et le projet est comment faire pour y aller. C'est une vision. Dans notre réflexion, à TVK, la prospective peut aussi être la façon dont on fait le projet, dont on le "design". Donc il ne s'agit plus d'un "vers quoi l'on va" unique, mais de l'ouverture des possibilités.

Il y a un autre aspect lié à la façon dont peut être engendrée la prospective. Il me semble que les architectes contemporains, disons du dernier demi-siècle, sont, en matière de théorie ou d'utopie, très intéressés par le pré-

sent. C'est le déchiffrement du présent qui compte chez des gens comme Rossi, Venturi ou Koolhaas, et tout un mouvement va dans ce sens. Il y a un mythe de celui qui déchiffre tellement le présent et ses situations les plus inextricables qu'il en devient prophète. Comme le fameux manifeste rétroactif de Koolhaas, qui postule que c'est lorsque l'on comprend *a posteriori*, quand on exprime *a posteriori* ce qui s'est passé, quand on produit une rétrospective orientée, que l'on fait de la prospective, ou de l'utopie... C'est sans doute plutôt de l'utopie que de la prospective, mais, ensuite, la prospective s'appuie sur cette utopie.

■ **Henri Bava** : Je n'opposerais pas prospective et projet. Parce que le projet consiste, à partir d'un lieu, d'un territoire, à tenter d'ouvrir le champ des possibles. Et tout l'enjeu est d'arriver à impulser une nouvelle dynamique, à développer une stratégie de développement adaptée au lieu, au contexte. Le projet, en ce sens, constitue une recherche qui peut être appuyée par l'instrument de la prospective et, au-delà, par tout ce qui peut le "nourrir"... L'expérience franco-allemande de l'Agence Ter, commen-

cée il y a une quinzaine d'années, nous a ouverts à des problématiques de grands territoires industriels en déprise, comme ceux de la Ruhr. La méthodologie mise en place par la maîtrise d'ouvrage avait justement pour objectif de tenter d'articuler prospective et projet. En Allemagne, les commandes portent souvent sur des territoires dont le périmètre, volontairement non pré-défini, doit être précisé en fonction du concept développé. Je pense à un site à la frontière entre l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, où nous avons pendant deux ans conduit le *master plan* de la Métropole verte. Le processus de sélection mis en place à l'origine par la maîtrise d'ouvrage visait à comparer des approches vraiment différentes, d'où le choix de mettre en concurrence plusieurs équipes pluridisciplinaires, chacune dirigée par un mandataire issu d'horizons variés : urbaniste, artiste, scientifique, paysagiste ou architecte.

La concertation, considérée comme un creuset à idées, est mise en place dès l'amont, au cours d'ateliers urbains où sont organisés des échanges avec les acteurs, les politiques, les associations, permettant de croiser les différentes connaissances et expériences du terrain, du "déjà-là", et de prendre conscience des potentiels et des contradictions à dépasser par le projet. Des principes et des orientations clairs doivent, pendant la phase de concertation, être dégagés par les équipes de concepteurs, et débattus. S'il y a adhésion, donc appropriation, on arrive à une forme de projet à la fois très riche et très souple, qui peut par la suite "encaisser" des ruptures, grâce à la conscience des enjeux sur les différentes entités d'un même territoire, partagée par les différents

acteurs. C'est par la méthodologie que l'on peut créer des ponts entre projet et prospective.

■ **Jérôme Grange** : Je vais peut-être paraître un peu négatif, mais se projeter dans le futur, c'est permettre que le politique et le sociétal trouvent une place dans l'évolution des territoires, par rapport à une dimension particulièrement prégnante actuellement, qui est celle de l'économie au sens très large. Et cette économie, même si elle se projette dans le futur – les "nouveaux besoins"... –, se limite à un futur de court terme. Les démarches de prospective visent donc à se donner du champ par rapport à ces mécanismes économiques. Pour que puissent s'exprimer la société, l'approche sociétale et la dimension politique de cette vision sociétale. Là, on touche à l'utopie. En s'affranchissant momentanément des mécanismes économiques, on se donne de la liberté, et la formulation d'utopies est inévitablement un acte collectif.

Le professionnel qui répond à une commande pour un projet urbain peut être dans un plaisir solitaire, mais la démarche prospective, elle, ne peut être que collective, dans la pluridisciplinarité, dans les différents apports professionnels, dans le frottement entre des individus très différents. Pour qu'une démarche de prospective fonctionne, il faut abandonner les postures. Ce qui est souvent difficile pour nombre d'élus.

■ **Pierre Tridon** : Je voudrais rebondir sur une phrase prononcée par Pierre Alain Trévelo : "La prospective informe le projet." C'est exactement ce que j'ai en tête. La prospective, bien sûr, est une réflexion sur le futur, mais



Perspective issue des travaux des équipes d'architectes urbanistes dans le cadre de la consultation Reims 2020.

pas sur le projet du futur. À mon avis, ce n’est pas de l’utopie.

Dans le futur, à l’horizon 2020-2040, quels vont être les éléments fondamentaux de l’environnement (économiques, sociaux, réglementaires, financiers...) qui seront tellement forts que le projet sur lequel je travaille aujourd’hui devra être en adéquation avec ces éléments de contexte ?

Aujourd’hui, le *tweet*, le numérique font partie de notre quotidien, alors qu’il y a cinq ou dix ans ce n’était pas le cas. Donc, pour la ville de demain, je n’imagine pas une seconde qu’un urbaniste puisse faire l’impasse sur la vitesse de l’information. De la même manière, compte tenu des prévisions – choc pétrolier, émissions de CO₂, changement climatique, etc. –, on imagine mal concevoir des territoires où la voiture serait reine.

C’est cela, la prospective. Bien sûr, on peut se tromper. On peut retrouver du pétrole à profusion, comme au cours des Trente Glorieuses. Du coup, nos projets actuels se trouveraient désavoués, en raison d’événements imprévisibles actuellement. Mais la prospective, c’est cerner les tendances lourdes. C’est aussi une hygiène de vie que de se poser des questions sur le futur, car, sans prospective, l’espèce disparaîtrait.

Enfin, la prospective, c’est déchiffrer le passé et le présent. En fait, il s’agit d’une rétrospective, savoir d’où l’on vient, connaître l’histoire de la ville. La ville de demain sera composée à 90 % de la ville actuelle. Il y a donc l’échelle temporelle et l’échelle spatiale. Et lorsqu’un maître d’ouvrage passe la commande “dessine-moi une ville”, peut-être faut-il lui dire qu’il ne va pas la faire à lui tout seul, qu’il aura besoin d’autres acteurs...

■ **Antoine Loubière** : Justement, je voulais vous demander comment vous appréhendez la question des échelles spatiales dans ce cadre...

■ **Henri Bava** : Un moment essentiel dans le processus de projet, pour que l’imaginaire collectif se déclenche, est celui de la reconnaissance partagée d’un bien commun, inscrit dans le territoire, qui va, indépendamment du projet, de ses variations et aléas, déterminer une échelle de référence. En tant que paysagiste-urbaniste, c’est dans le paysage que je vais chercher la dynamique de déclenchement du projet urbain. Cela peut être à partir de ses lignes de force, comme par exemple un fleuve, pour transformer son statut de frontière en celui d’élément fédérateur. Parfois, plutôt que les lignes de force, ce sont ces fameux “signaux faibles” énoncés par Hugues de Jouvanel que nous découvrons, par exemple dans le paysage invisible du sous-sol. De manière surprenante, des éléments, bien que faiblement perceptibles, deviennent parfois une base reconnue qui détermine finalement l’échelle d’intervention d’un grand projet. Comme dans le *master plan* de la

Métropole verte, où, dans cette ancienne région minière, c’est une couche de charbon longue de 180 km, large de 30 km, maintenant inutilisée, qui a déterminé consensuellement l’échelle d’un territoire gigantesque de projet transfrontalier, réunissant une cinquantaine de communes, ainsi que leurs habitants.

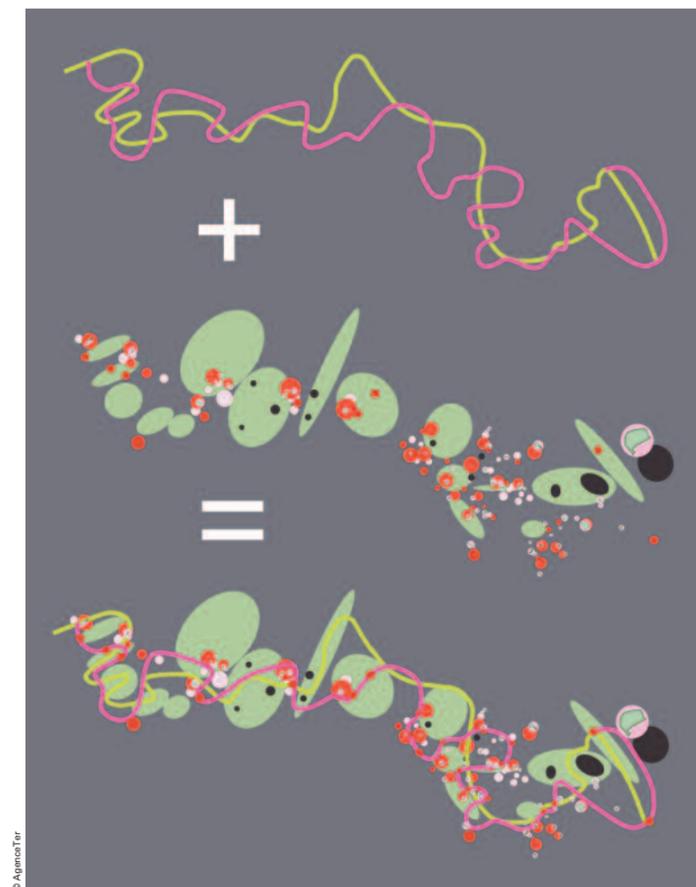
■ **Martin Vanier** : En somme, vous répondez tous que l’urbaniste n’est pas un prospectiviste qui s’ignore, dans le sens où il n’ignore pas la nécessité et l’intérêt de la contribution de la prospective à son travail opérationnel, celui du projet. Il n’ignore pas l’intérêt d’un passage par le futur, par la case futur, si l’on peut dire. Mais vous ne dites pas tous la même chose de ce passage, vous utilisez deux registres de vocabulaire qui ne sont pas forcément convergents.

Il y a le registre du partage, du débat public, nécessaire pour repérer ces éléments sous-jacents et durables qui font bien commun. À condition, bien sûr, d’écouter la pluralité des opinions pour parvenir à dégager une volonté commune. Ce premier paradigme est celui du rassemblement, de la fédération des intentions, et la prospective est dans ce cas une sorte de science du solide sur lequel le futur sera de toute façon ancré.

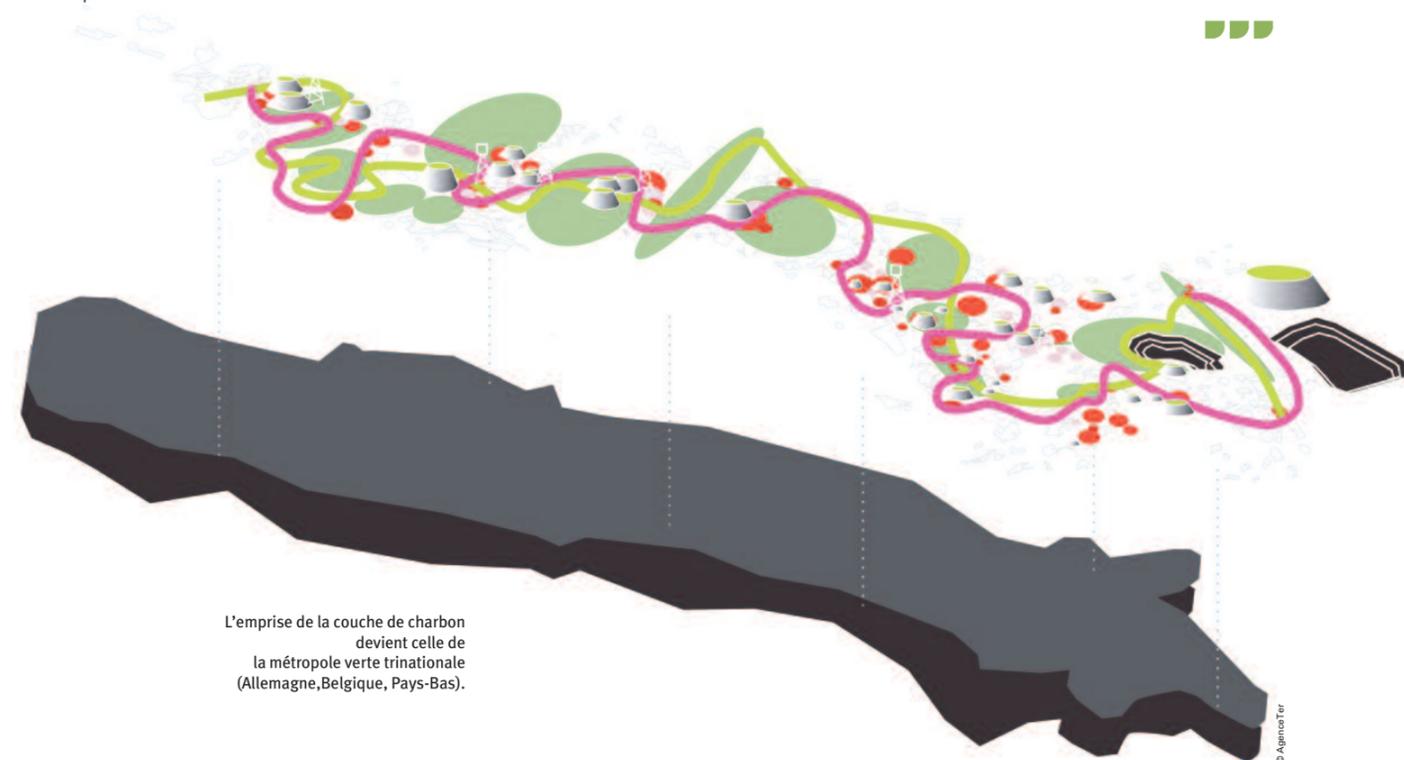
Et puis il y a l’autre paradigme, où la prospective est faite pour dérouter, politiquement parlant, pour déranger, pour dire : “Non, le futur n’est pas inscrit dans votre présent !” Et donc, d’une certaine façon, en tirant un peu plus, la ville de demain n’est pas déjà là à 90 %, et peut-être que le politique de demain n’est pas déjà là à 90 % non plus, il va donc falloir qu’il se déborde lui-même, qu’il se libère d’un certain nombre de cadres, institutions, modes de faire, sinon il n’aura pas la main. Ce second paradigme, du déroutement, du dérangement, est beaucoup plus attentif à l’inattendu et à l’émergent qu’au tendanciel et au structurant.

Ces deux paradigmes sont très riches l’un avec l’autre, mais, méthodologiquement, il faut savoir, à un moment donné, ce que l’on met dans la machine du projet : plutôt ce qui dérouté, ce qui dérange, ce qui déborde, ce que l’on ne voit pas tous ? L’émergent ou le tendanciel ?

■ **Pierre Alain Trévelo** : J’ai l’impression qu’il est intéressant, pour reprendre cette terminologie, de mettre de l’émergent dans les projets, en tout cas de passer par cet examen, ou cette réflexion sur le futur, justement pour saisir ce qui émerge, et que, classiquement, on a du mal à voir. Cette distinction entre deux paradigmes est sans doute valable en fonction des échelles et des populations. En fait, je crois à l’idée de la prospective comme débat et comme définition d’un bien commun, comme capacité à rendre collective la réflexion, et à faire passer des éléments émergents à un stade un peu plus rassemblé, tout simplement.



Les composantes de l’ADN urbain.



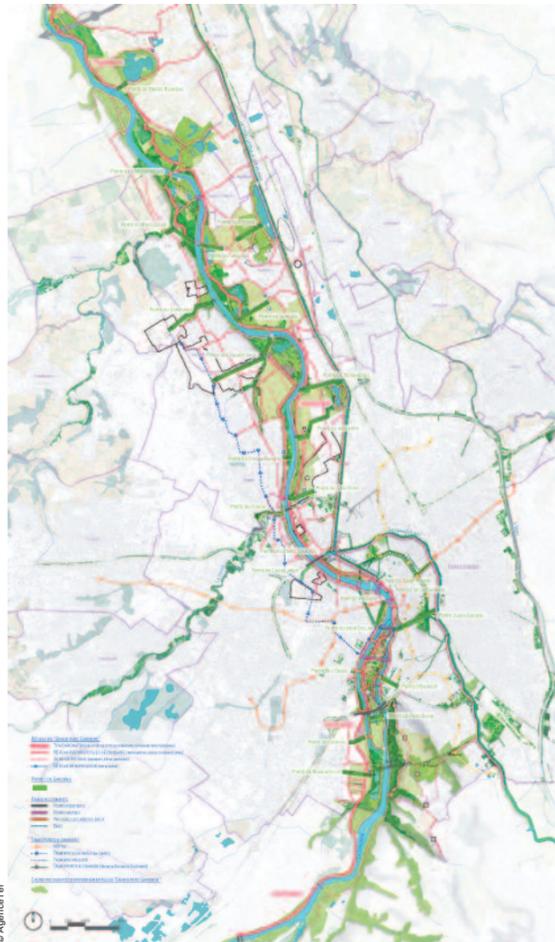
L’emprise de la couche de charbon devient celle de la métropole verte trinationale (Allemagne, Belgique, Pays-Bas).

Et je pense que le projet a cette responsabilité – que la prospective n’a pas forcément – d’être à un moment donné une définition de la façon dont on transforme, dont on métamorphose l’existant, il doit être le lieu dans lequel s’incarne et percole petit à petit de l’émergent, pour reprendre votre terme.

La prospective, et cela a été dit précédemment, ne peut être ni une utopie ni une idéologie. Toutes les générations précédentes se sont plantées les unes après les autres avec ce genre d’idée.

■ **Martin Vanier** : “On a besoin des convergences pour accepter les divergences, et on a besoin des rassemblements pour entendre les dérangements.” C’est un peu ce que vous dites.

■ **Jérôme Grange** : Henri a évoqué la notion d’émergent visible et d’émergent invisible. La question est alors : “Qui considère ce qui est visible ou invisible ?” Cela vient interroger notre métier d’urbaniste. Le fondement de notre intervention, c’est d’appréhender les contradictions de la société, et le premier enjeu est de trouver le point de convergence, que ce soit dans le projet ou dans l’approche prospective, c’est-à-dire l’histoire de fondations qui sont communes, et ce en fonction de ce que l’on va définir comme visible ou invisible. C’est là que réside toute la complexité. Le mot est à la mode, mais qu’y a-t-il derrière ? Pas plus aujourd’hui qu’il y a trente ans, on ne peut agir sur tout, d’où la prééminence du jeu des acteurs.



Grand Parc Garonne : plan guide de l'Agence Ter.



Grand Parc Garonne intégrant le projet de centre-ville de Joan Busquets.

Le deuxième enjeu de notre intervention, c'est le conflit d'usages et d'intentions. D'où la quête de cohérence entre pratique et politique, et, dans les pratiques souhaitables, celles des acteurs économiques, notamment.

Et, troisième enjeu, c'est l'inter-territorialité, l'inter-institutionnalité. C'est ce que l'on peut appeler le milieu du gué, nous y sommes continuellement. Dans notre métier, toute la question est de savoir comment on se positionne dans un contexte territorial qui a fortement évolué, qui n'est plus un espace administré mais un réseau de compétences à mobiliser. Et se retrouvent là les questions des systèmes d'acteurs : comment les faire évoluer ? Comment s'affranchir de la pensée périmétrée en gardant en tête le fait que, à un moment donné, le projet urbain va nécessiter un périmètre opérationnel ? L'urbaniste peut alors se dire “je vais voir plus grand”, soit parce que le maître d'ouvrage lui laisse cette liberté, comme en Allemagne, soit parce qu'il s'accorde lui-même la liberté de le faire. Dans les démarches de prospective, je pense que l'on s'affranchit systématiquement de la pensée périmétrée.

■ **Henri Bava** : Sur un territoire donné, changer d'échelle d'investigation permet de faire apparaître des logiques essentielles, génératrices de projet. Je pense notamment

au concept d'Euromed 2 Marseille, développé avec François Leclercq, au sein d'un périmètre bien sûr prédéfini. Mais en élargissant le champ de réflexion jusqu'à l'horizon du massif des Aigalades, qui encadre tout le paysage de la rade de Marseille, on se rend compte des traces d'érosion dans ce relief creusé de vallons, de canyons. Elles nous parlent de l'eau, du climat méditerranéen avec ses longues périodes sèches ponctuées d'orages violents. L'idée de suivre le fil conducteur de l'eau coulant, en cas d'orages importants, des montagnes jusqu'au port nous a permis de développer un parc urbain à la jointure entre ville ancienne et nouvelle, intégrant une fonction hydraulique : il peut accueillir l'eau grâce à ses bassins d'orage, et réagir à différents niveaux d'inondation. Ce futur équipement public permettra aux habitants de s'orienter à leur guise vers les Aigalades ou la mer. En changeant d'échelle, on peut ouvrir des possibilités.

■ **Antoine Loubière** : C'est aussi le cas du Grand Toulouse avec le projet de l'Axe Garonne ?

■ **Henri Bava** : La communauté urbaine du Grand Toulouse, créée très récemment, a recherché, à son échelle, les espaces publics structurants et symboliques, d'où le

projet Axe Garonne. Une bonne partie du fleuve est un territoire en mouvement, appelé la “Garonne divagante”, puisque, à l'exception du centre-ville historique où il est enserré, le fleuve dispose d'une plaine inondable très large. Nous considérons le fleuve et son espace, vaste de 3 000 hectares, comme un fantastique patrimoine existant, constitué d'agriculture, de nature, d'espaces de loisirs et de culture : le Grand Parc Garonne. Le centre toulousain historique peut s'articuler et basculer vers cette centralité paysagère, d'une épaisseur variable et longue de plus d'une trentaine de kilomètres, accessible par chacun des habitants d'une des communes du Grand Toulouse. Il s'agit maintenant de développer les mobilités douces, transversales et longitudinale : la via Garona.

■ **Martin Vanier** : Vous voyez comme nous sommes à l'aise pour jouer avec les échelles d'espace, pour dire qu'il y a de la révélation de l'invisible dans ce jeu des échelles, ou en tout cas une bifurcation possible dans la façon de poser le problème. Dans quelle mesure le jeu des échelles de temps a-t-il la même qualité que le jeu des échelles spatiales ? Je note que la prospective s'engouffre vers des futurs de plus en plus lointains : en 2000, l'horizon est à 2020, en 2005, il est à 2030, en 2010, il est à 2040, dans quelques années, il sera à 2050... Nous avons une sorte de dilatation de l'échelle prospective, qui n'est pas sans rappeler la dilatation des échelles spatiales.

Mais, pourtant, on ne peut comprendre la ville dans laquelle le projet doit venir faire son œuvre que dans le saisissement du présent. Avec une forme de “révérence”, en tout cas d'attention, de soin porté à ce que ce présent peut promettre tel qu'il est. Il n'est pas ce qu'on annonce à dix ou à vingt ans. Alors voilà deux échelles, présent et grand futur. Je vous repose donc cette question des échelles de temps.

■ **Pierre Tridon** : Je pense que les échelles de temps relèvent de la responsabilité de différents acteurs. L'échelle temporelle 2050, c'est l'État, c'est l'Europe, c'est le monde. On va s'interroger sur l'érosion, le réchauffement climatique, la pollution, la pauvreté... Cette temporalité doit donner des indications aux acteurs, en lien avec la proximité. Les collectivités, comme les régions ou les agglomérations, n'ont pas les moyens d'agir à ces échelles. Et ce n'est peut-être pas leur problème non plus. Cette échelle ouvre les yeux, donne des outils de compréhension pour une application d'une politique plus locale ou nationale. Et je pense que l'échelle temps doit se décliner à l'échelle territoriale.

■ **Pierre Alain Trévelo** : Il y a une chose dont on n'a pas tellement parlé, et qui m'est venue en tête en écoutant la discussion, c'est la question de la technologie. Nous sommes dans une période où, en raison des progrès tech-

nologiques, on se pose sans doute davantage de questions sur le futur qu'avant, ou de manière différente. C'est pourquoi je suis assez d'accord avec l'idée que l'on est historiquement beaucoup plus à l'aise pour manipuler les échelles spatiales que les échelles temporelles. C'est une culture récente qui nous a projetés dans les échelles de temps, technologiquement notamment.

Par exemple, on est capable de calculer le réchauffement climatique et de dire que la température aura augmenté de tant en 2050. C'est scientifiquement avancé, mais pas prouvé. Il y a une sorte de capacité d'admettre cela, collectivement, comme une vraie prospective, comme une certitude. Cela nous pousse dans le futur.

Pour revenir à la question des liens entre prospective et projet, je prendrai un exemple sur lequel nous avons beaucoup travaillé, avec Ter pour une part d'ailleurs, qui est le périphérique parisien. À son propos, il y a plusieurs façons de faire de la prospective. Une nous était suggérée par des élus : enlevons les voitures du périphérique ; on pourra vraiment imaginer et faire du projet une fois qu'on se sera débarrassé de ce problème ; on sait qu'il faut réduire le nombre de voitures pour réduire la pollution.

Là où je trouve intéressante la relation entre prospective et projet, c'est plutôt dans sa dimension culturelle, peut-être technologique aussi, mais surtout culturelle. Il s'agit de se dire que l'on est capable, collectivement, de changer de regard sur le périphérique. Et de se dire, tout simplement, que le périphérique est capable d'évoluer. En introduisant dans la réflexion cette question temporelle majeure : à quoi va-t-il servir dans vingt ans ? À un moment donné, tout le monde disait : “On va couvrir le périphérique.” À cela près que ça ne sera pas très intéressant de circuler dans un tube complètement couvert sur 35 km. On pourrait penser que c'est intéressant de le couvrir là pour les cinq ans qui viennent, mais c'est une vraie erreur si on réfléchit à vingt ans et plus, non ? La prospective peut nous laisser penser que la mobilité aura changé et qu'il n'y aura plus de voitures polluantes sur le périph.

■ **Henri Bava** : Pour revenir sur le projet que nous avons élaboré ensemble avec TVK pour le périphérique, un vieux thème est apparu, mais qui demeure également un thème d'avenir, c'est celui d'intégrer les différents types d'infrastructures, d'appréhender leurs abords et délaisés de la même manière, comme des potentiels. Si nous considérons la Seine, canalisée et magnifique dans Paris *intra-muros*, comme une sorte d'infrastructure, pourquoi ne pas considérer de la même manière le périphérique, certes moins “agréable” aujourd'hui, avec ses abords, ses délaisés, et l'ensemble des terrains associés ? /1

Envisager cette infrastructure autrement, comme un paysage, comme un fleuve ? De même pour l'ensemble des tracés ferroviaires du Grand Paris. Si l'on enchevêtre les fleuves et les canaux, le périphérique et les différents

1/
Cette comparaison a été faite par le groupe Tomato avec Pierre Alain Trévelo dans l'ouvrage *Paris, la Ville du Périphérique* (Le Moniteur 2003), puis reprise en 2008 par TVK lors de l'étude No Limit avec l'agence Ter.

réseaux routiers et ferroviaires, cela constitue une trame faite de nombreux kilomètres de rives, de continuités, d’ambiances, de vis-à-vis, de rapports spatiaux et visuels, qui existent, qui sont là, et que nous pouvons enrichir. Que les trains se développent ou non, que les voitures évoluent ou non, il y a des immanences, des permanences, qui sont là pour longtemps et sur lesquelles on peut travailler à très long terme.

Un deuxième exemple : pour le projet situé entre Bonn et Cologne, en Allemagne, nous avons proposé la problématique du risque d’inondation à moyen et long terme comme opportunité de projet. Entre les deux villes, le fleuve canalisé traverse une *Zwischenstadt*, un entre-ville, complètement hétérogène, avec de l’industrie, du pavillonnaire et de l’agriculture. Et l’on sait que le Rhin va déborder, notamment en raison du réchauffement climatique, à une échéance incertaine comprise entre aujourd’hui et dans cinq siècles... Comment vivre avec cette perspective ? Quelle attitude adopter ? Plutôt que le trop célèbre *wait and see*, mieux vaut anticiper.

Par exemple par la simulation spatiale de l’inondation, de son impact concret sur le territoire. À partir de là, nous avons pu développer l’idée d’un réseau de grandes noues créées sur des terrains agricoles, là où le site est naturellement en creux... Le futur, ce n’est pas seulement les smartphones et la technologie, c’est aussi mettre en place une ingénierie paysagère, anticipatrice, à l’exemple de ce système hydraulique de gestion des crues associé à un travail de structuration urbaine de cet entre-ville, sous forme d’un scénario associant paysage, urbanisme et ingénierie.

■ **Antoine Loubière** : J’ai une question sur les représentations. Ce qui m’a frappé dans la consultation du Grand Paris, c’est que quelques images d’un futur improbable ont marqué les esprits. Même si certaines images semblaient tout droit sorties d’un numéro de *Paris-Match* des années 1960 représentant l’an 2000... La prospective consiste-t-elle à recycler des images du passé en les mettant au goût du jour ?

■ **Jérôme Grange** : Les images, dans des démarches prospectives, on peut être tenté d’en produire, mais, objectivement, qu’est-ce qu’elles montrent et pourquoi intéressent-elles ?

En effet, certaines images du Grand Paris étaient “ringardes”. En réalité, elles n’étaient pas là pour représenter vraiment des projets, mais la seule chose réellement novatrice : le fait qu’il pourrait y avoir une gouvernance territoriale en Île-de-France. Et, finalement, les dessins de Castro ou de Portzamparc montraient que, sur des territoires qui, de façon sous-jacente, sont perçus comme incapables de produire un grand projet, ce serait alors possible. La représentation interrogeait la question de la gouvernance.

L’image de Portzamparc représentant un métro automatique au-dessus du périphérique, alors que le périphérique n’appartient pas à la RATP, formulait la même idée. Cela m’a beaucoup interpellé. Quand on est impliqué dans des démarches de planification, au cœur de la mise en cohérence des politiques publiques et de l’intervention des acteurs, c’est une vraie difficulté que de trouver le bon mode d’expression. Et, finalement, dans le Grand Paris, les équipes sont arrivées à exprimer la même chose avec une image finie, qui pourrait être celle du projet, voire dans certains cas une image de promoteur, mais qui exprime, en fait, la mise en cohérence d’un système d’acteurs.

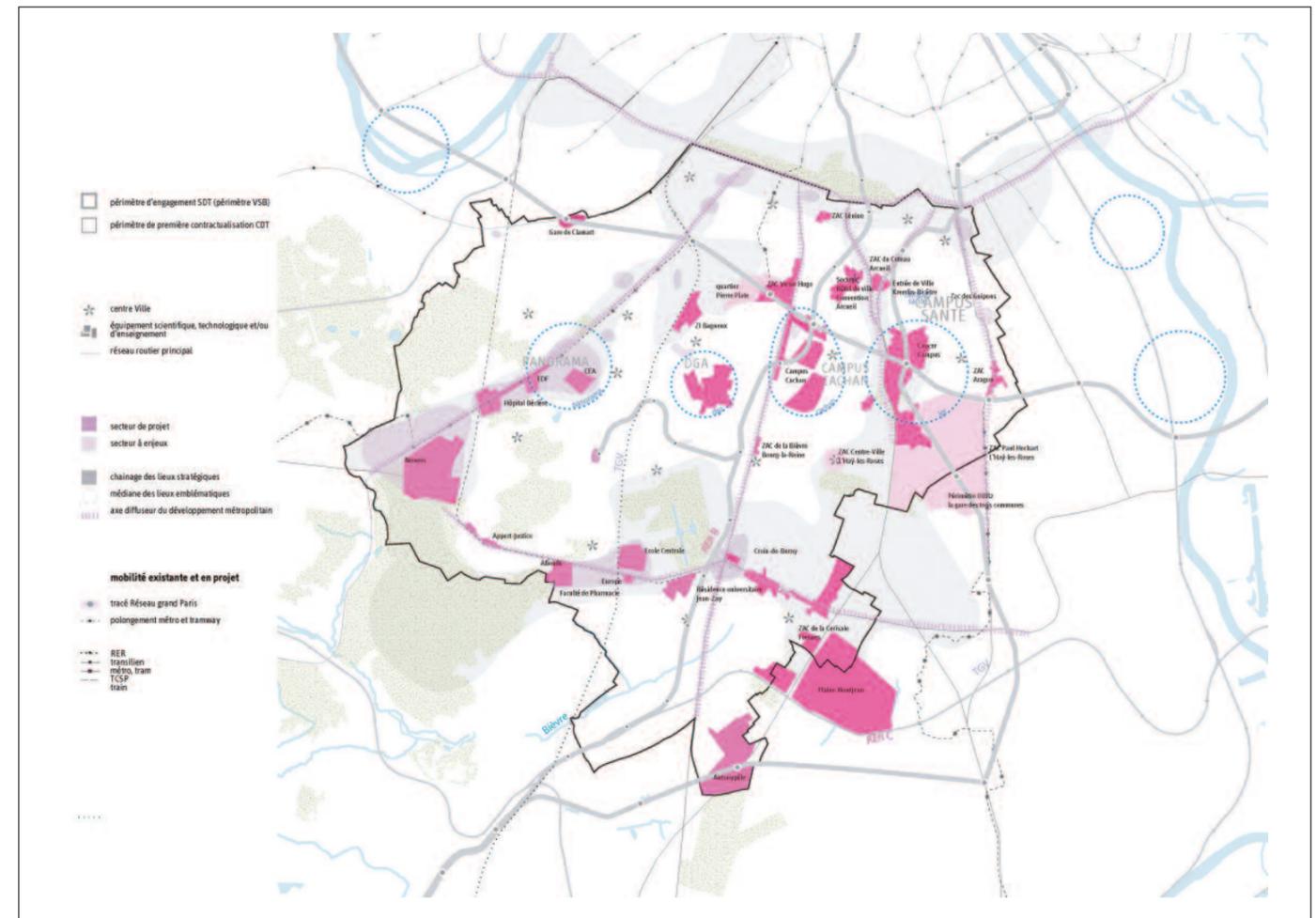
■ **Antoine Loubière** : Cela rejoint la question d’un imaginaire métropolitain que le Grand Paris a mis en scène... L’espace un peu virtuel, qui est celui de la métropole, prenait corps, par exemple, dans les tours du Central Park de Castro à La Courneuve. Dans le travail que TVK et Ter avaient fait sur le périphérique, vous en donniez à voir des représentations différentes. Le périphérique devenait un des symboles de la métropole, un symbole dont on aimerait se débarrasser, ou qu’il faudrait détourner.

■ **Pierre Alain Trévelo** : Pas se débarrasser, détourner. Oui, c’était bien un imaginaire, et il est indispensable que nous élaborions collectivement nos imaginaires métropolitains.

■ **Martin Vanier** : Mais la question reste quand même bien posée aux maîtres de projet que vous êtes. L’esthétique du projet, évidemment, fait partie du métier même. Mais est-ce que la prospective fabrique une esthétique du futur ? Pourrait-elle le faire ? Et dans l’affirmative, avec quoi ?

■ **Pierre Tridon** : S’il fallait résumer en une phrase ce que l’on vient de dire, je dirais que la prospective, c’est donner une direction et éclairer le chemin que l’on emprunte. Ensuite, le projet – le Grand Paris, Amiens 2020, Reims 2020... –, c’est illustrer par des images le sens que l’on veut donner. Par exemple, plutôt que de parler d’immeubles ou de périphérique, on dirait que l’on va vers une ville apaisée, une ville partagée, une ville équitable. À partir de là, on produit des images. D’une image se dégagent des sentiments, du sens, que chacun peut s’approprier.

Bien sûr, il faut de l’image, cela fait partie de la communication, au sens premier, cela permet la compréhension. À mon avis, la force du projet de la prospective, c’est ce partage. Bien sûr, il y a de l’utopie, dans le sens du rêve, parce que la ville est là, et, en dix ans, les choses changent, bien sûr. Mais, au fond, on va toujours dans le même sens. Et je pense que le projet de territoire, c’est aussi un



Campus sciences et santé de la Vallée scientifique de la Bièvre, agence TVK architectes et urbanistes.

projet de société. Il n’y a pas que du croquis ou que du dur, il y a aussi une autre façon de vivre ensemble, dans la ville, dans la métropole, à la campagne aussi. Hier on était fermier, aujourd’hui on est urbain, et on a une relation à la terre, à l’environnement qui est différente. Il me semble donc que le vrai sujet est : comment vivra-t-on demain ? Est-ce que l’on sera cloisonné, individualiste ou est-ce que l’on retrouvera des valeurs communes ? Dans des groupes, des clans ? Je pense qu’un projet de territoire, c’est aussi un projet de société.

■ **Henri Bava** : Bien sûr, quand on montre un territoire, on a souvent besoin de passer du plan à l’image et à d’autres illustrations. Mais il me semble qu’il faut conserver un certain degré d’abstraction dans la représentation. Des images trop détaillées et trop précises enferment et peuvent devenir désuètes lorsqu’on les regarde quelques années plus tard. On ne peut pas dessiner le futur avec précision. Si l’on garde un degré d’abstraction, on peut mettre l’accent sur l’essentiel du système d’in-

ter-relations que l’on souhaite créer entre les éléments, c’est cela qu’il faut tenter de représenter. Il y a donc un degré de définition de l’image à trouver, qui se place entre le schéma et la précision, qui permet aux gens de faire fonctionner leur imaginaire et de se représenter, dans leur tête, ce dont il est question. C’est aussi un des challenges de la prospective.

■ **Pierre Alain Trévelo** : Je trouve que l’esthétique du futur est peut-être une notion ringarde, dans le sens où l’on serait capable de la prévoir. J’ai l’impression que la question esthétique est devenue tellement multiple, ouverte, complexe, protéiforme, hybride, qu’elle est dépassée dans une telle formulation, ou alors qu’il faudrait la reformuler. En tout cas, il ne peut pas y avoir une esthétique du futur unique.